

## REUSSIR NOTRE CONGRES

### Contribution au débat

Les écologistes sont de retour à l'Assemblée Nationale dans un contexte politique inédit dans l'histoire de la 5<sup>ème</sup> République. Aucune majorité parlementaire n'est possible. Grâce à un accord de coalition, l'alliance de la gauche et des écologistes a renforcé sa présence dans l'hémicycle. Avec un quart des députés et moins d'un tiers des voix, elle reste loin de constituer une majorité alternative. L'extrême droite enregistre une percée historique dans des régions (Hauts de France, Midi méditerranéen) qui étaient des fiefs de la gauche il y a un demi siècle. Sans négliger l'atout politique pour les écologistes que constitue l'existence d'un groupe parlementaire autonome, cela ne peut constituer en soi une perspective pour l'avenir. Nous en voyons d'ailleurs les limites dès aujourd'hui. Il n'est pas évident que le débat parlementaire puisse mettre en évidence l'originalité et la portée de la parole écologiste à l'ombre d'un partenaire aussi encombrant que la France Insoumise. Il est donc normal de s'interroger pour la suite. Cet accord, par ailleurs, a eu un prix, celui d'un effacement de l'écologie dans le débat public symbolisé par le retrait de plusieurs centaines de candidats écologistes sur les territoires. La campagne dominée médiatiquement par la France Insoumise et son chef a réduit l'écologie à un chapitre du catalogue de promesses électorales chères à la gauche protestataire. Cette alliance risque de masquer la vision écologiste du monde comme élément original et fondateur d'un renouvellement de la pensée politique redéfinissant les clivages traditionnels. Dans ce contexte, les organisations écologistes et, en premier lieu EELV, devront nécessairement s'interroger sur leur bilan, leur rôle et leur responsabilité historique. Ils devront clarifier leurs objectifs, leur stratégie et l'avenir organisationnel du rassemblement des écologistes incarné par la candidature de Yannick Jadot à l'élection présidentielle. Cela tombe bien, nous avons la perspective d'un congrès statutaire d'ici la fin de cette année. Or les congrès servent justement à ça, faire le bilan critique, projeter l'avenir, définir les moyens et la stratégie pour parvenir à nos objectifs.

### L'histoire se répète

**En 2007**, Dominique Voynet fait 1.59%. Nous perdons plus de la moitié des adhérents. Elle est élue maire de Montreuil l'année suivante. Les Verts réalisent un score de 16% aux européennes de 2009, deux ans après. Lipietz déclare alors que nous allons faire subir au PS le sort que Mitterrand a réservé au PC dans les années 70/80.

**En 2012**, nous faisons 2.3% à la présidentielle. Nous avons un groupe à l'assemblée nationale grâce à la vague rose (17 députés EELV) mais nous enregistrons un score médiocre dans le reste des circonscriptions avec néanmoins des centaines candidatures autonomes. Les années suivantes, nous enregistrons des scores en recul aux élections européennes et locales.

**En 2017**, nous sommes absents à la présidentielle, nous perdons nos députés/es du fait de l'effondrement de l'électorat socialiste qui les avait élu mais nous progressons, modestement certes, dans la majorité des autres circonscriptions. Certains/es veulent vendre EELV à Benoît Hamon mais échouent. Nous perdons les deux tiers

de nos adhérents. En 2019, nous faisons plus de 3 millions de voix aux européennes. Les écolos font plus que le total de la Gauche. Nous enregistrons une percée aux municipales de 2020 dans les grandes villes sauf Paris et nous sommes en tête de la Gauche en Ile de France aux régionales de 2021. Nous avons triplé le nombre d'adhérents entre temps.

**En 2022**, c'est la douche froide par rapport aux ambitions (sans doute un peu optimistes) du pôle écolo rassemblé dans une primaire. Jadot fait quand même le double voix et de pourcentage qu'Eva Joly. Vent de panique à bord. L'objectif d'avoir un groupe parlementaire comme en 2012 redevient une obsession au point d'envisager la quasi disparition des écologistes du paysage politique, sans parler du financement public. On oublie que les élections sénatoriales de 2023 devraient nous être favorables en raison du résultat des élections intermédiaires de 2020 et 2021. Les accords se feront avec le PS et non avec LFI qui ne pèse rien dans les collectivités territoriales. Surtout les élections européennes sont en 2024 c'est-à-dire demain. Le verdict des urnes est tombé. Nous avons 15 élus députés EELV dans un groupe écologiste de 23 dont des sortants élus sous une autre étiquette. La NUPES est minoritaire dans un pays fracturé plus que jamais.

Nous voilà en fait revenu à la case départ. La question est encore la même depuis 25 ans. Comment renforcer notre influence et gagner des positions dans les institutions et les exécutifs nationaux et territoriaux dans le contexte d'un système électoral majoritaire qui marginalise les partis minoritaires et encourage les coalitions autour des partis dominants ? Nous avons conceptualisé une stratégie d'alliance avec la gauche sous la formule de *l'autonomie contractuelle* qui fit les beaux jours de nos débats de congrès successifs. Comme souvent chez les écologistes, nous avons inventé un terme incompréhensible donnant lieu à des débats sans fin. La vérité était bien plus prosaïque car l'enjeu était celui d'un tête à tête avec le parti de gauche alors dominant, le PS, ce qui chagrinait alors « l'aile gauche du parti ». L'accord de la NUPES n'est pas l'innovation historique vantée par d'aucuns. L'unité pour l'unité a aussi ses limites. Aujourd'hui nous avons simplement troqué la FI contre le PS mais la gauche a perdu entre temps 15 à 20% des votants dans une France dominée par la droite et l'extrême droite.

### **La question de la présidentielle.**

La vraie question est la suivante. Dans le contexte institutionnel d'un système qui pousse à l'extrême la personnalisation du pouvoir et le vote stratégique au détriment d'un débat authentiquement démocratique, qui favorise les formations populistes incarnées par des candidat/e/s charismatiques, quel est l'intérêt réel d'une candidature écologiste dont la vocation est d'une autre nature et qui est condamné à de la figuration, sans pour autant négliger le capital de sympathie qui s'est renforcé au fil des années. Pour ma part, J'ai pensé que l'effondrement du PS pouvait nous ouvrir un espace politique. C'était une erreur. La logique du système l'a emporté et ce qui reste du peuple de gauche a préféré un héritier du mitterrandisme reprenant la fonction tribunicienne qui fut celle du PC. En 2017 nous avons soutenu une candidature commune ce qui ne nous a pas handicapé pour les élections européennes deux ans plus tard.

Il en est de même du système des primaires. Il n'a échappé à personne le fait que les quatre candidats arrivés en tête du premier tour des présidentielles n'ont pas eu à

subir cette épreuve en étant le leader incontesté de leur formation respective. Pourtant la primaire écologiste a été un succès politique avec un débat de haut niveau rassemblant pour la première fois la famille écologiste avec un corps électoral dix fois plus nombreux que nos adhérents. Je pense que cela doit nous inspirer pour l'avenir en terme de modèle de débat et d'élaboration démocratique. Comme mode de sélection d'une candidature à l'élection présidentielle, c'est, par contre, tout simplement catastrophique d'autant que toutes les manipulations sont possibles. En fait, le système des primaires renforce la logique présidentielle de la personnalisation du pouvoir au détriment d'un véritable processus démocratique autour d'un projet partagé. La posture l'emporte sur l'argument. C'est à l'opposé de la démocratie délibérative qui est en principe un des fondamentaux de l'écologie politique. Il est évident que nous devons réviser notre stratégie présidentielle, la désignation d'un candidat devant être précédé par la formation d'une coalition politique apte à gouverner le pays.

### **Les limites du vote écologiste**

Au plan politique, l'écologie politique ne parvient pas à faire rêver et donc à emporter l'adhésion d'une large partie de l'opinion publique. Nous devons décrire le monde que nous voulons et sortir du seul discours de la catastrophe annoncée. Un autre monde est possible, c'est quand même mieux que Faire face. Notre projet est d'une grande richesse mais trop complexe dans son énoncé, trop technocratique pour le dire autrement.

Au plan sociologique, notre influence se limite aux couches moyennes intellectuelles. Nous sommes en concurrence directe avec la FI dans le secteur public. Cela se mesure parfaitement au niveau de la cartographie électorale. Nous manquons de relais dans la société. L'influence de l'écologie associative est marginale sauf dans les scrutins locaux. Le mouvement climat se veut apolitique. Il est même hostile au monde politique en général accusé d'immobilisme voire de trahison. Son exigence de radicalité a trouvé plus d'écho dans le discours de Mélenchon. Le vote écologiste n'est pas un débouché qui va de soi. Son expression électorale parmi la jeunesse est donc totalement aléatoire au gré de scrutins en fonction de la perception des enjeux.

La question de la société de consommation est au cœur de la transition écologique de notre société. Les écologistes n'assument pas vraiment la radicalité de leur projet qui implique une réduction drastique de l'empreinte écologique d'un standard de vie façonné par les tentes glorieuses et importé pour une bonne part des USA (fordisme) à la suite de la seconde guerre mondiale. Or, c'est notre différence essentielle avec la gauche qui reste prisonnière d'une logique de croissance et des revendications quantitatives. En édulcorant notre projet en décalage avec le discours sur l'urgence écologique, nous sommes apparus trop mous voire inaudible à l'image du slogan incompréhensible du 13ème mois écologique. La complaisance avec le mouvement des gilets jaunes est aussi révélatrice de notre incapacité à affronter les débats nécessaires autour de la transition écologique. La fiscalité écologique a été de fait enterrée. Or, ce mouvement conservateur est un pur produit d'un mode de vie en crise qui est condamné à disparaître. L'enjeu est loin de se borner à la seule question du pouvoir d'achat. Il ne s'agit pas non plus de se limiter à « faire payer les riches ». C'est une question de choix de société. Du coup, il était logique que le

discours traditionnel de la gauche en partie préempté par le RN soit largement entendu des catégories populaires.

Enfin nous devons retravailler et promouvoir le socle des valeurs fondatrices de l'écologie politique, fille du siècle des Lumières. La question de la violence et de la non violence est plus que jamais d'actualité. Violence contre la nature. Violence entre humains.

### **Clarifier nos rapports avec la gauche**

La crise de la gauche qui s'est traduite par l'effondrement des deux partis historiques qu'ont été le PS et le Pc au bénéfice d'un mouvement protestataire autour d'un chef charismatique doit certes nous interpeler. L'aspiration à l'unité d'un peuple de gauche orphelin conjuguée à la colère sociale est à la base du succès de la France Insoumise. C'est un sujet qui intéresse la gauche et toutes celles et ceux qui se reconnaissent en ses valeurs et son histoire. Mais ce n'est pas notre sujet essentiel, le sujet de la révolution écologique. Bien sûr, les convergences programmatiques existent. La lutte contre les discriminations et pour l'égalité, pour la justice et la protection sociale en sont des exemples marquants. Mais notre vision des enjeux planétaires, des priorités en regard de la crise écologique et de ses conséquences sociales ne sont pas forcément la même quand il s'agit d'aborder les questions de mise en œuvre, de gouvernance et de démocratie. La réaffirmation du principe de subsidiarité et du rejet de la centralité bureaucratique sont les éléments de la critique écologiste d'une tradition républicaine héritée de la révolution française revue et renforcée par le bonapartisme et son avatar, la 5<sup>ème</sup> République. De même, la globalisation économique du monde en lien avec le changement climatique qui n'a pas de frontière, implique de construire une gouvernance mondiale qui dépasse les égoïsmes nationaux. A l'heure de la révolution numérique, sauf à se soumettre au bon vouloir de quelques grandes puissances dominantes, seule une gouvernance transnationale démocratique est capable d'apporter les réponses face aux enjeux écologiques planétaires. C'est le sens de la priorité des écologistes accordée à la construction européenne.

Enfin, les écologistes défendent la démocratie comme moyen de dépasser les conflits sociaux, de construire une société apaisée apte à trouver collectivement les solutions aux crises d'aujourd'hui. Il ne s'agit pas de nier les conflits d'intérêts, l'action des lobbies, la violence qui prévaut dans les rapports sociaux, ni de s'enfermer dans une logique d'affrontement de classe allant jusqu'à légitimer l'usage de la violence ou imaginer une nouvelle république des soviets. Il s'agit de construire les espaces et les méthodes d'une démocratie renouvelée. C'est à partir de cette différence, de cette vision réellement universaliste, que doit se construire un mouvement écologiste capable de rassembler les plus larges couches sociales et de travailler à ce qui unit plutôt qu'à ce qui divise. Notre rôle n'est pas d'écologiser la gauche mais l'ensemble de la société. C'est donc en terme d'alliance que doit donc se nouer les relations futures des écologistes avec la gauche. Ce partenariat sera d'autant plus fructueux qu'il s'appuiera sur un mouvement écologiste influent. Le congrès devra donc réaffirmer une stratégie d'indépendance de l'écologie politique et de rassemblement autour du projet écologiste qui devra avoir, notamment, sa traduction aux prochaines élections européennes.

## **Elargir notre base électorale**

L'élection présidentielle a malheureusement confirmé les limites du mouvement écologiste qui peine à traduire en terme d'influence électorale, la prise de conscience écologique grandissante dans la société notamment parmi la jeunesse. Sans doute les raisons sont-elles multiples et diverses selon l'âge, l'environnement professionnel, l'éducation, le niveau de vie ? La plus importante est certainement l'incapacité de donner à voir la société écologique que nous prônons sous un angle positif et suffisamment crédible. Notre programme reste trop un catalogue de mesures technocratiques pour être accessible au plus grand nombre. Notre discours dominant reste un discours dénonçant les catastrophes présentes et à venir. Il est fondamentalement anxigène dans une société en panne de repère qui aspire à plus de sécurité, qui a besoin de croire dans un avenir meilleur à défaut d'être radieux. Il ne s'agit pas, non plus, de refaire un nouveau projet avec un nouveau concours Lépine des bonnes solutions et des bonnes pratiques, mais de décrire la société que nous voulons, ses valeurs et ses principes de fonctionnement, et d'énoncer un programme d'action pour y parvenir. Nous devons donner envie.

Parmi les valeurs à mettre en avant, la question de la violence et du rapport à la violence me semble centrale. Elle me semble le meilleur chemin pour construire une majorité culturelle qui soit le socle de la nouvelle majorité politique nécessaire pour conduire la mutation écologique de notre société. Elle peut fédérer des combats aujourd'hui dispersés qui se perçoivent parfois antinomiques alors qu'ils ont un dénominateur commun, celui de l'émancipation humaine des rapports de domination et d'exploitation entre humains et dans la relation de l'espèce humaine à son environnement naturel. De la violence faite aux femmes et aux enfants aux guerres du Tigré, du Yémen et d'Ukraine, en passant par les violences au travail, les violences criminelles, la violence routière, la violence animale, les écocides, les discriminations de toutes sortes, il n'y a aucune différence de nature. Ce devrait être un de nos chantiers prioritaires dans la construction d'une image forte de l'écologie politique, un marqueur de notre identité, y compris dans notre positionnement par rapport aux formes de l'action politique. C'est une rupture avec l'idéologie de la lutte des classes qui reste la matrice de pensée de la gauche populiste. Il serait dangereux pour la démocratie que le droit à la casse se substitue au droit à la liberté d'opinion et de manifestation aujourd'hui mis à mal dans notre pays.

Dans la même optique, le congrès devra également s'accorder sur les termes et les modalités de la mutation écologique de notre société. Le débat sur la décroissance ne doit pas être éludé. Il faudra effectivement changer notre mode de consommation et de production fondée sur le gaspillage des ressources naturelles et le saccage de la nature. Notre problème est de démontrer en quoi et comment cette nouvelle société apportera plus de bien être, plus de sécurité, plus d'équité et finalement plus de liberté. De démontrer que notre dépendance à l'égard d'un certain mode de consommation est en fait une forme d'aliénation dont il est possible de se libérer en s'ouvrant à des pratiques nouvelles, en offrant des nouveaux services et des produits écologiques accessibles à tous avec une qualité de la vie supérieure. Le développement de l'économie solidaire, l'extension progressive de la gratuité des services collectifs devraient, par exemple, être les leviers d'une société plus inclusive. L'implication citoyenne est essentielle pour faire évoluer les normes de productions, surveiller la qualité des produits et des services, combattre les

gaspillages. Ce sont des chantiers de débats et de réflexions qui ne sont pas encore suffisamment aboutis pour formaliser un programme politique lisible et audible notamment en direction du mouvement syndical, du mouvement associatif, du monde des entreprises.

## **Un parti à la hauteur de nos ambitions**

Enfin la dernière question qui me semble importante est celle du parti. Les écologistes doivent sortir de leur rôle de lanceurs d'alerte, de dénonciation du « système » et de mobilisation contre les projets qui symbolisent la pensée dominante productiviste. Nous devons sortir de l'activisme minoritaire. Il ne suffit pas d'interpeller le « politique », son inaction ou sa vision à court terme. C'est la limite voire le défaut du mouvement pour le climat, par exemple. L'écologie politique est la réponse politique à la crise écologiste. Il n'y aura pas de changement dans les politiques publiques, dans les rapports sociaux, dans le mode de production et de consommation sans prise de pouvoir, c'est-à-dire la capacité de décider, à tous les niveaux des institutions publiques. De ce point de vue, les thèses du dépassement des partis, qu'il faudrait bousculer ou contourner au bénéfice de mouvements soit disant citoyens auto proclamés, n'ont eu que pour effet d'affaiblir la démocratie réelle fondée sur l'engagement individuel et la prise de responsabilité collective dans un cadre défini de façon transparente. La primaire populaire a été la caricature de ce qu'il est possible de faire en terme de manipulation du débat public. Ce sont les partis, dans une démocratie, qui structurent et mobilisent l'opinion publique et son expression en terme de suffrage électoral. Ce sont les partis ont vocation à exercer la responsabilité de la définition et de la conduite des politiques publiques. Ce sont les partis qui ont vocation à construire par le débat et la négociation les majorités pour gagner. Pour gagner, nous devons avoir l'ambition de construire un grand parti de l'écologie, à la fois démocratique dans son fonctionnement, ouvert sur la société, impliqué dans la gestion locale des territoires comme dans les grands débats à l'échelle nationale et européennes.

Le prochain congrès doit marquer une nouvelle étape dans le dépassement d'EELV et le rassemblement des écologistes pour jeter les bases de ce parti. Cela implique aussi une réflexion sur les formes de l'engagement politique, l'adhésion, notre implantation locale, de repenser notre gouvernance interne, le rôle des motions de congrès, la formation de nos cadres, la désignation de nos candidats, le rôle de nos élus. Il nous faut élever le niveau de notre expertise interne en valorisant et en attirant les compétences. Nous devons valoriser nos principes fondateurs, le principe subsidiarité et le fédéralisme, combattre les tendances jacobines qui ont marqué notre histoire ces 10 dernières années. Telles sont les tâches que nous devons nous assigner en cultivant notre attachement à notre singularité d'un parti démocratique, décentralisé, pluraliste, ouvert et accueillant la diversité à l'image de notre société. Voilà les conditions de nos réussites futures.